

chauffage au cours des années 1970 et au début des années 1980.

Après l'augmentation marquée des prix mondiaux du pétrole en 1973, le mazout et le kérosène, qui avaient constitué le principal combustible de chauffage de près de 6 ménages canadiens sur 10 au cours des années 1960 et au début des années 1970, ont perdu la faveur des consommateurs. Au milieu des années 1980, moins de 2 ménages sur 10 utilisaient encore le mazout ou le kérosène comme principal combustible de chauffage.

Les principaux combustibles utilisés en remplacement du mazout ont été le gaz naturel canalisé et l'électricité. Le gaz naturel, utilisé dans moins de 20 % des logements en 1961, était le combustible de chauffage de plus de 40 % des ménages en 1986, tandis que l'électricité, qui n'était à peu près pas utilisée pour le chauffage résidentiel en 1961, était devenue la principale source d'énergie pour assurer le chauffage dans un logement sur trois en 1986.

#### 7.4.5 Période de construction

Les renseignements provenant du recensement de 1986 montrent que 6 logements sur 10 ont été construits au cours des 25 années ayant précédé ce recensement. D'autre part, un logement occupé sur quatre a été construit au cours de la période de 10 ans précédant le recensement.

Dans l'ensemble des provinces, c'est l'Alberta qui enregistrait la part la plus élevée de logements construits au cours des 10 années précédant le recensement de 1986, soit 39 %. Pour sa part, l'Ontario présentait la proportion la plus faible à ce chapitre, un peu plus de 2 logements sur 10 ayant été construits entre 1976 et 1986.

L'Île-du-Prince-Édouard, où près du quart des logements ont été construits avant 1921, avait la proportion la plus élevée de logements très vieux dans son parc immobilier, alors que l'Alberta détenait la part la moins élevée à ce chapitre, la proportion s'élevant à seulement 3 %.

## 7.5 Construction

### 7.5.1 Valeur des travaux de construction

Les données sur l'activité dans le secteur de la construction représentent la valeur estimative totale de tous les travaux de construction neuve et de réparation exécutés par les entrepreneurs et par le personnel des services publics, des industries manufacturières, des sociétés minières et forestières, des ministères, ainsi que par les particuliers qui construisent leur propre maison et d'autres personnes ou entreprises dont l'activité principale n'est pas la construction.

Toutes les estimations concernant le coût des matériaux utilisés sont fondées sur les rapports entre ce poste de dépense et la valeur globale des travaux exécutés, sont dérivées des enquêtes annuelles sur les travaux de construction effectués par les entrepreneurs et d'autres personnes, et sont imputées à la valeur totale des travaux. Les estimations de l'élément main-d'œuvre sont établies de la même manière, mais elles tiennent en plus compte des propriétaires et associés actifs, ainsi que de leurs rémunérations.

### 7.5.2 Permis de bâtir délivrés

La valeur estimative de la construction envisagée est indiquée par la valeur des permis de bâtir délivrés. Statistique Canada recueille les données sur ce genre de permis que lui fournissent environ 2400 municipalités réparties dans tout le pays, données portant sur les municipalités, les régions métropolitaines, les provinces, les régions économiques et les divisions de recensement.

En 1987, la valeur totale des permis de bâtir délivrés au chapitre de la construction de bâtiments s'élevait à environ 31 milliards de dollars, comparativement à 24,7 milliards de dollars en 1986 et à 19,5 milliards de dollars en 1985. Pour ce qui est de la construction résidentielle, la valeur des permis de bâtir atteignait 18,8 milliards de dollars en 1987, comparativement à 14,2 milliards de dollars en 1986 et à 10,9 milliards de dollars en 1985.

## 7.6 Dépenses en immobilisations

Au cours de 1988, les dépenses totales en immobilisations au Canada devaient atteindre 122,9 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 13,3 % par rapport au niveau enregistré en 1987, soit 108,5 milliards de dollars, qui lui-même constituait une hausse de 11,8 % par rapport au niveau observé en 1986 (97,1 milliards de dollars). Il est à noter que ces estimations sont exprimées en dollars courants, c'est-à-dire qu'elles ne comportent aucun ajustement pour compenser les augmentations de prix et traduisent les intentions de dépenses des répondants telles que rapportées lors d'une des Enquêtes sur les dépenses en immobilisations et en réparations qu'a menée Statistique Canada. Cette dernière portait sur environ 28 000 établissements de commerce, d'enseignement et autres établissements ainsi que sur tous les niveaux d'administration publique.

Le total de 1988 en ce qui a trait à l'acquisition de machines et de matériel a été estimé à 46,9 milliards de dollars, ce qui constitue une augmentation de 20,5 % par rapport au niveau